

Avis n° 04-772
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 16 septembre 2004
sur la décision tarifaire n° 2004120 de France Télécom
relative à la commercialisation des offres « Les illimités »
dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane)

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu l'article 133 de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 6 août 2004 ;

Vu les éléments d'information complémentaires transmis le 26 août et le 15 septembre 2004 ;

Après en avoir délibéré le 16 septembre 2004,

I. OBJET DE LA DECISION TARIFAIRE

La présente décision a pour objet la commercialisation des offres de communications illimitées dénommées « Les illimités » dans les départements d'outre-mer, dans la continuité des précédentes décisions relatives à cette offre en métropole.¹

Le client qui souscrit à l'une de ces offres bénéficie, moyennant le paiement d'un abonnement mensuel forfaitaire, de la possibilité de passer un nombre illimité de communications téléphoniques locales ou interurbaines à destination d'un certain nombre de numéros de téléphone fixe de correspondants, qu'il a choisis à l'intérieur de son département.² Deux gammes sont proposées : « Les illimités 24h/24 » qui s'appliquent sans interruption, ou « Les illimités Soirs et Week-ends » qui concernent les communications entre 18 heures et 8 heures le lendemain en semaine, le week-end et les jours fériés. Leur dénomination dépend de la localisation des abonnés.³ Chacune des deux gammes est composée de cinq niveaux de forfaits, selon le nombre de numéros illimités choisis : 3, 5, 10, 20 ou tous.

¹ Décisions tarifaires n°2004063 relative à la commercialisation des nouvelles offres « Les illimités 24h/24 » et « Les illimités Soirs et Week-ends » ; décision tarifaire n° 2004101 relative à la commercialisation de la nouvelle offre « L'illimité PRO/PME ».

² Les clients de Guadeloupe ou de Martinique peuvent choisir des numéros dans ces deux départements indifféremment.

³ Pour la gamme « Les illimités 24h/24 » : « L'illimité Antilles », « L'illimité Guyane », « L'illimité Réunion » ; pour la gamme « Les illimités Soirs et Week ends » : « Mes illimités Antilles », « Mes illimités Guyane », « Mes illimités Réunion ».

La souscription à ces offres est exclusivement réservée aux clients des DOM titulaires d'un abonnement principal permanent relatif à une ligne analogique isolée et hors SDA, d'un abonnement social ou d'un contrat Numéris Itoo, à condition que ces contrats ne fassent pas l'objet d'une « Facturation Entreprise ».

Sont exclus de l'offre les numéros de téléphone mobile, les numéros des services spéciaux accessibles par une numérotation particulière ou faisant l'objet d'une tarification spécifique (Télétel, Audiotel, Minitel...) et les numéros d'accès à Internet. Par ailleurs, les deux gammes prévues par la présente décision tarifaire doivent être compatibles avec le préfixe « 8 » de France Télécom.

La tarification des gammes « Les illimités » proposée par France Télécom pour les départements d'outre-mer est la suivante :

Prix des offres « Les illimités » en € TTC/mois		3 N°	5 N°	10 N°	20 N°	Tous numéros
24h / 24	Guadeloupe, Martinique, Réunion	11	16	18	28	30
	Guyane, Iles Nord Guadeloupe	10	15	17	26	28
Soir et Week-end	Guadeloupe, Martinique, Réunion	8,5	13	16	17	19
	Guyane, Iles Nord Guadeloupe	8	12	15	16	18

A titre de comparaison, la tarification de l'offre proposée en métropole est la suivante :

Prix des offres « Les illimités » en € TTC/mois		3 N°	5 N°	10 N°	20 N°	Tous numéros
24h / 24		12	17	20	30	33
Soir et Week-end		8,99	13,99	17	18	20

II. ANALYSE DE L'AUTORITE

Il a été considéré lors de leur introduction en métropole que les nouvelles offres « Les illimités 24h/24 » et « Les illimités Soirs et Week-ends » étaient structurantes pour le marché du fait de leur principe de tarification qui ne prend plus en compte le nombre et la durée des communications. Elles devraient engendrer une modification des comportements de consommation avec une hausse du nombre et de la durée des appels vers les numéros choisis par les clients de France Télécom. Ces considérations restent vraies pour une application en outre-mer.

L'introduction de ces offres devrait donc participer au développement du marché « Grand Public » de la téléphonie fixe dans les DOM.

Néanmoins, ces offres pourraient fausser l'exercice d'une concurrence loyale sur le marché de la téléphonie fixe si le niveau de tarif proposé était trop bas. En effet, compte tenu du fait que France Télécom détient 99,8% de parts de marché de l'accès au réseau téléphonique pour la clientèle résidentielle en 2002, un opérateur alternatif est obligé d'acheter des services d'interconnexion à France Télécom pour répliquer une telle offre ; or, ces services sont

vendus en fonction du nombre et de la durée des appels. Ces offres génèrent donc automatiquement un effet de ciseau tarifaire si elles sont vendues à un prix trop faible. Il convient par ailleurs de vérifier que ces offres n'ont pas un caractère prédateur.

Sur le marché visé par les offres d'abondance

France Télécom commercialise déjà, depuis le début de l'année 2003, des offres de communications illimitées : une offre de communications illimitées nommée « Trois Numéros illimités » en Guadeloupe, Martinique et Réunion d'une part et en Guyane et dans les Iles du Nord de la Guadeloupe d'autre part depuis janvier 2003 ; une offre « Duo – Heures Antilles 12, 16 ou 20 heures – Trois Numéros illimités » en Guadeloupe et Martinique, en Guyane, et dans les Iles du Nord de la Guadeloupe depuis mai 2003.

En réponse aux interrogations de l'Autorité, France Télécom a indiqué ne pas avoir connaissance de l'existence d'une offre similaire par l'un de ses concurrents dans les DOM.

France Télécom estime à un millier le nombre d'abonnés des DOM qui souscriront aux deux gammes « Les illimités » d'ici à la fin 2005. France Télécom indique que le parc de clients des « Heures Antilles » et des « Heures Guyane » était de l'ordre de 1500 clients en juin 2004.

Sur les hypothèses de France Télécom

L'Autorité observe, comme lors de la décision tarifaire équivalente pour la métropole, que les comptes d'exploitation prévisionnels présentés par France Télécom sont basés sur des hypothèses de données de trafics *estimées* par France Télécom et non *constatées* à ce jour, faute de référence sur le marché français.

De plus, les hypothèses de France Télécom sont présentées pour l'ensemble des DOM concernés par l'offre, sans ventilation des appels à l'intérieur de chaque département, ou entre la Guadeloupe et la Martinique le cas échéant.

Enfin, les hypothèses présentées pour l'offre ne prennent pas en compte les particularités éventuelles du comportement des abonnés liées aux spécificités géographiques de chacun des DOM.

Sans valider, à ce stade, les hypothèses susvisées qui pourraient sous-estimer les comportements de consommation et leur évolution liée à la structure des nouvelles offres, l'Autorité a retenu les hypothèses de consommation présentées par France Télécom.

Compte-tenu de l'incertitude concernant la validité de ces hypothèses, l'Autorité a demandé à France Télécom de s'engager à :

- fournir les statistiques d'appels *constatés* (nombre de clients par produit, statistiques d'appels et d'élasticité, poids du trafic hors assiette ...) au départ et à destination de chacun des DOM dans lesquels sera commercialisée l'offre, à trois échéances : après neuf et douze mois de commercialisation et lorsque 1 000 offres auront été commercialisées.
- relever la structure de ses tarifs si une prédation ou un effet de ciseau était mis en évidence par l'Autorité au vu des statistiques constatées.

France Télécom a souscrit à cet engagement par courrier en date du 15 septembre 2004.

Sur les tests de prédation et d'effet de ciseau de l'Autorité

La régulation sectorielle n'a pas vocation à interdire l'innovation marketing dans la mesure où les conditions d'une concurrence loyale sont maintenues. A ce titre, la commercialisation des offres dites d'abondance doit satisfaire à deux conditions essentielles :

- ces offres ne doivent pas générer un effet de prédation : les recettes que France Télécom est susceptible de réaliser en moyenne à partir de ces offres auprès d'une cible de clients explicitement définie ne doivent pas être inférieures aux coûts supportés par cet opérateur pour les mettre en œuvre ;
- ces offres ne doivent pas générer un effet de ciseau tarifaire patent *ex-ante* sur la base d'hypothèses de trafic raisonnables, à l'égard d'opérateurs alternatifs souhaitant proposer sur le marché une prestation équivalente en ayant recours aux services d'interconnexion de France Télécom.

Les comptes d'exploitation prévisionnels présentés par France Télécom font apparaître un résultat d'exploitation positif pour les années 2004, 2005 et 2006. L'Autorité estime donc que ces offres ne devraient pas *a priori* générer d'effet de prédation.

Concernant un éventuel effet de ciseau tarifaire, le principe même des offres d'abondance rend inévitable un effet de ciseau pour les consommations les plus élevées sur les numéros de téléphone fixe choisis par le client.

Il semble que sur les hypothèses de données retenues par France Télécom (nombre de clients, statistiques d'appels et d'élasticité, poids du trafic hors assiette...) et sur la base des tarifs proposés par France Télécom, le chiffre d'affaires généré permet, *a priori*, de couvrir les coûts d'un opérateur tiers, utilisant l'offre d'interconnexion de France Télécom. Ces coûts portent sur les appels à l'intérieur de la Guyane et des îles du Nord de la Guadeloupe, à l'intérieur de l'île de la Réunion, à l'intérieur de la Guadeloupe, à l'intérieur de la Martinique, et entre la Guadeloupe et la Martinique.

L'Autorité constate que, comme elle l'avait demandé à France Télécom pour l'offre destinée à la métropole, « Les illimités » sont incompatibles avec autres options tarifaires incluant une réduction par rapport au tarif de base sur le trafic local, de voisinage ou national de longue distance.

III. CONCLUSION

L'Autorité considère que les nouvelles offres d'abondance proposées par France Télécom dans le cadre de la présente décision tarifaire peuvent répondre à certaines attentes de la part des clients de la téléphonie fixe du marché « Grand Public » d'outre-mer et contribuer ainsi à développer le marché de la téléphonie fixe.

Néanmoins, si la structure tarifaire de ces offres se révèle trop basse au vu des comportements de consommation *constatés*, ces offres seraient de nature à fausser l'exercice d'une concurrence loyale. L'Autorité a donc demandé à France Télécom, qui a accepté, de s'engager à :

- fournir les statistiques d'appels *constatés* (nombre de clients par produit, statistiques d'appels et d'élasticité, poids du trafic hors assiette ...) au départ et à destination de chacun des DOM dans lesquels sera commercialisée l'offre, à trois échéances : après neuf et douze mois de commercialisation, ou lorsque 1 000 offres auront été commercialisées ;
- relever la structure de ses tarifs si une prédation ou un effet de ciseau était mis en évidence par l'Autorité au vu des statistiques constatées.

Sur la base des engagements de France Télécom, l'Autorité émet un avis favorable sur la décision tarifaire n° 2004120 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 2004

Le Président

Paul Champsaur